

Publicação VALEURS ACTUELLES Data 13/8/78Localidade Paris Página 23Tendência política ConservadorFréquence Semanal Tiragem aproximada 130 mil ex.

PORTUGAL

**La
demoiselle
d'Eanes**

En confiant le gouvernement à une catholique de gauche, le président Eanes place les socialistes en porte à faux. Et prépare la voie d'un régime plus présidentiel.



Mlle de Lourdes Pintasilgo, nouveau premier ministre portugais. Cent jours pour préparer les élections. A sa gauche, le président Eanes.

Préparer des élections législatives pour la fin d'octobre ou le début de novembre : c'est la tâche confiée par le président Eanes au nouveau chef du gouvernement portugais (le onzième depuis la révolution d'avril 1974), Mlle Maria de Lourdes Pintasilgo. Une « marche de cent jours », a-t-elle dit elle-même.

Catholique, Mlle Pintasilgo (« pinson doré ») vient cependant de l'extrême gauche. Elle fut ministre des Affaires sociales dans le gouvernement du colonel Vasco Gonçalves qui, en 1975, faillit faire basculer le Portugal dans le communisme.

Pourquoi a-t-elle été choisie, sur une liste de sept noms ? Dans les mois qui suivirent la « révolution des crillets », deux membres, « gauchistes », du mouvement des forces armées, les commandants Victor Alves et Melo Antunes, présentèrent Mlle Pintasilgo à un obscur commandant du nom de Ramalho Eanes. Membres du Conseil de la révolution, ce sont eux qui ont proposé, ces temps derniers, qu'elle soit portée à la direction du gouvernement.

En procédant à ce choix, le président Eanes a paru mécontenter la droite (centristes et sociaux démocrates). En fait, habilement, il a neutralisé la gauche, hostile à des élections anticipées, en nommant à la tête du gouvernement quelqu'un qu'elle ne pouvait récuser.

La crise avait été ouverte, le 6 juin, par la chute, après sept mois d'exercice du pouvoir, du second gouvernement « hors partis », celui de M. Mota Pinto (le premier, celui de M. Nobre

da Costa, avait duré dix-sept jours). M. Mota Pinto s'était démis à la veille d'un vote, au Parlement, sur une double motion de censure, l'une déposée par le parti socialiste, l'autre par le parti communiste. La gauche étant majoritaire à l'Assemblée, la conjonction de ces deux partis eût été fatale au gouvernement. En se retirant à l'instigation du chef de l'État, M. Mota Pinto a évité la reconstitution d'un front populaire, fût-ce le temps d'un scrutin.

Promu par « initiative présidentielle », M. Mota Pinto, professeur de droit, en était venu à gouverner sans se soucier de l'Assemblée, poussant par exemple à la restitution, dans l'Alentejo, de domaines à leurs anciens propriétaires et dénationalisant des organes de presse. Ce qui avait entraîné les protestations conjuguées du parti communiste et du parti socialiste.

Depuis qu'il a été destitué, le 2 août 1978, par le chef de l'État, M. Mario Soares, secrétaire général du PS, poursuit le président Eanes de sa vindicte. Il l'accuse d'affaiblir les partis, afin de frayer la voie à un régime présidentiel.

M. Mota Pinto cédant la place, M. Soares a lancé l'idée d'un gouvernement parlementaire de coalition où des dissidents du parti social-démocrate (PSD) se seraient joints aux socialistes. Le président Eanes n'a tenu aucun compte de sa suggestion.

Constatant parallèlement l'échec des gouvernements de « techniciens », il s'est décidé à avancer les élections législatives prévues primitivement pour 1980. Scrutin essentiel puisque, mettant un terme à la « période de transition vers la démocratie », il

s'accompagnera d'une « rectification » de la Constitution dans un sens éventuellement plus présidentiel, le mandat du Conseil de la révolution venant en outre à expiration.

M. Soares a trouvé ces élections anticipées d'autant plus superflues et dispendieuses qu'il risque d'y perdre son avantage du scrutin de 1976 (35 % de voix) alors que le PC, dont M. Eanes a vanté le sérieux, a en revanche des chances de dépasser ses 14,5 % de l'époque.

La nomination de Mlle Pintasilgo tend ainsi à placer le PS en porte à faux. Et à consolider dans le même temps la position du président Eanes.

Dans le gouvernement de M. Mota Pinto, le poste de vice-premier ministre avait été attribué au titulaire des Affaires économiques. Il revient, cette fois, au ministre de l'Intérieur, le colonel Manuel da Costa Bras. Deux autres militaires occupent les postes clés de la Défense et de l'Information.

Plus à gauche, le nouveau gouvernement est donc également plus présidentiel. Le général Eanes y a placé des hommes à sa dévotion. « L'actuel président de la République n'offre de garantie à personne et personne ne connaît au juste les objectifs politiques qu'il poursuit », a déploré le parti socialiste. J.G.

